

Les vacances scolaires ne sont pas des vacances pour l'actualité, semble-t-il... Entre les 489 milliards d'euros avancés aux banques européennes par la Banque centrale européenne, les suppressions de poste dans l'Education nationale annoncées la veille des départs ou la grève des agents de sécurité dans les aéroports, pas le temps de s'ennuyer... Le point commun à ces trois informations, c'est l'argent : celui que l'on prête, celui que l'on économise, celui que l'on réclame...

L'argent que l'on prête : 489 milliards d'euros avancés à 523 banques européennes, à un taux d'intérêt de... 1 % par an ! Le but officiel de cette démarche est d'inciter les banques à prêter elles-mêmes aux petites et moyennes entreprises et certains souhaitent qu'elles rachètent aussi de la dette souveraine des États européens en difficulté, mais les banques vont-elles vraiment le faire ? Rien n'est sûr, loin de là... Ces milliards encore avancés aux banques laissent, il faut bien le dire, un goût amer aux citoyens qui se demandent si cet argent n'aurait pu être prêté directement, soit aux États soit aux entreprises et aux ménages... L'impression générale, sensible au comptoir des cafés (véritable thermomètre des opinions du moment, parfois aux températures plus élevées que dans les médias...), est que «

l'on ne prête qu'aux riches

», à ceux qui n'en ont pas forcément le plus besoin... Ce n'est pas le meilleur signal que l'Union européenne puisse envoyer à des populations qui ne croient déjà plus guère en elle !



Une image un peu caricaturale, certes, des banquiers européens, mais...

L'argent que l'on économise : l'Education nationale a annoncé la suppression de plusieurs milliers de postes d'enseignants à peine quelques heures après une grève qui n'a eu aucun impact, sinon négatif sur l'impression que nos concitoyens ressentent à l'égard des professeurs...

Ces milliers de postes supprimés vont-ils vraiment permettre des économies ? En fait, j'en doute

, non par un simple réflexe « corporatiste », mais par une série d'observations faciles à faire :

d'abord,

le nombre d'élèves scolarisés continue à croître

et le maintien d'un taux de fécondité plutôt élevé au regard des autres pays européens permet de prévoir des besoins persistants pour la formation, autant primaire que secondaire et supérieure ; ensuite,

la rurbanisation et l'étalement urbain

, s'ils sont bien maîtrisés (ce qui n'est pas forcément assuré, il faut bien le dire...),

nécessitent des besoins scolaires supplémentaires ou, au moins, maintenus

dans ces zones parfois de plus en plus éloignées des centres urbains, besoins principalement concentrés dans le primaire ; d'autre part,

le nombre d'élèves par classe va logiquement augmenter sans que, pour autant, l'autorité et la crédibilité des enseignants soient renforcées

, au risque ainsi de décourager un peu plus un corps professoral qui se plaint déjà de ne plus avoir l'écoute ni le respect de jeunes qui s'ennuient à l'école et qui, du coup, s'émancipent des règles de celle-ci et de la société... Du coup, les économies escomptées des réductions de postes d'enseignants risquent bien d'être annihilées par les conséquences mêmes de ces suppressions, mal venues aujourd'hui pour les raisons susdites...



Le professeur idéal selon M. Chatel : le robot-professeur, déjà expérimenté en Corée et au Japon...

L'argent que l'on réclame : la grève des agents de sûreté des aéroports français, dont le préavis a été déposé plus d'une semaine avant les départs en vacances, est un moyen utilisé par ce que l'on peut qualifier sans exagération de prolétariat (au regard de la situation sociale française et dans le cadre du monde du travail, hors chômage) pour obtenir des augmentations de salaires qui, en fait, sont plutôt légitimes et qui valent mieux que d'aléatoires primes. Que le gouvernement parle de « **prise d'otages** » est assez indigne, ne serait-ce que pour des raisons morales : peut-on ainsi comparer des vacanciers retardés dans leur départ à nos compatriotes retenus prisonniers de par le monde par des groupes terroristes ou des bandes de rançonneurs ? Cet abus de langage est tout aussi exagéré et illégitime que les propos de certains ministres étrangers accusant la France de «

génocide

» durant la guerre d'Algérie... «

Savoir raison garder

» est une vieille formule capétienne que les uns et les autres feraient bien de méditer avant de parler sans discernement !

Ce qui est certain, c'est que **l'argent n'a pas la même signification ni le même « prix »** selon le point de vue des uns ou des autres. Ce qui est non moins certain, c'est que nos sociétés ne doivent pas oublier que

le partage est encore le meilleur moyen de faire que l'argent ne devienne pas un tyran, et que

l'argent ne doit être qu'un moyen

et non une finalité en soi...

Au-delà d'une philosophie de la vie qui remet l'argent à sa place, il n'est pas inutile de rappeler qu'il importe pour le politique et les institutions de **retrouver ou de garder l'indépendance à l'égard des féodalités financières ou économiques**, et qu'il n'est pas certain, au regard de l'histoire et de l'actualité, que la République à présidentielle quinquennale soit capable d'une telle liberté...



La famille royale contre l'argent-roi !

